



F.S.U.

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Fédération Syndicale Unitaire
Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion
10 rue d'Albret 47000 Agen
06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | fsu47.fsu.fr

Déclaration de la FSU 47 au CDEN, réuni le 14/03/2025

Les armes de l'esprit valent mieux que l'esprit de guerre

Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Lors de la dernière audience, les représentant·es des personnels avaient pointé que les termes de réarmement « civique » et « moral » utilisés pour qualifier le SNU résonnaient comme des préparatifs de guerre. Monsieur le préfet, vous en aviez récusé l'interprétation. Or, l'ironie de l'histoire vous a rattrapé plus vite que prévu puisque le Président de la République vient de reconnaître lors de sa dernière allocution télévisée la réalité d'une politique de préparation accrue à la guerre en Europe.

Méfions-nous des déclarations incantatoires sur la guerre qui peuvent se transformer en prophéties autoréalisatrices.

Entre les menaces de guerre militaire ou de guerre économique, c'est presque avec la moitié de la planète que nous serions sensé·es être en guerre : la Russie, la Chine ou peut-être même bientôt les États-Unis...

Cette promptitude à annoncer la mise en place d'une économie de guerre montre que le gouvernement entend profiter de la situation pour camoufler ses échecs économiques et sociaux, et enjamber le déni de démocratie qu'ont représenté le non-respect du verdict des élections législatives et les nominations de séides aux postes-clefs de l'administration. Plutôt que de résoudre les problèmes du pays, il s'agit de faire taire ceux qui les posent.

La réponse aux cahiers de doléances ? Circulez, il n'y a rien à voir ; et rapidement, sinon on vous envoie les gaz lacrymogènes.

La réponse aux inquiétudes légitimes d'une jeunesse dont l'avenir est obéré par les choix d'une classe dirigeante corrompue (voir le classement actuel de la France) ? Un service militaire !

La réponse aux personnels qui essaient de pallier les attaques à ce bien commun que représente la Fonction Publique ? Des coupes budgétaires, un management déplorable, des objectifs de mise au pas et de perte de l'esprit critique : Appliquez le protocole, un point, c'est tout !

Monsieur le préfet, que ferez-vous lorsque quelque conseiller occulte de l'Élysée proposera d'appliquer des mesures liberticides dans notre département ou un autre ? En son temps, le préfet Jean Moulin avait choisi.

Si nous voulons la paix, nous devons en premier lieu la préparer, la chérir, la renforcer.

Le président de la République ne parle de la période qui s'est ouverte depuis la chute du mur de Berlin que sous l'angle des « dividendes » de la paix. Or, nous voyons bien que la dynamique du capitalisme a nourri celle des profits et non celle des salaires.

Le capitalisme ne cherche pas à diminuer les inégalités sociales, économiques et/ou culturelles et s'arrange parfaitement de la misère noire qui se développe au sein même de l'opulence.



F.S.U.

**ENGAGÉ-ES POUR
L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES**

De ce fait, la meilleure dissuasion que nous puissions opposer est celle de la cohésion nationale. Depuis l'antiquité, la guerre est toujours utilisée comme le prétexte au versement de tributs, d'offrandes et de sacrifices envers toutes les divinités qu'elles soient anciennes ou récentes, l'une des plus influentes étant le capitalisme.

Aujourd'hui, l'économiste du Prince, en la personne de Gilbert Cette, vient de nous annoncer que la nécessaire constitution d'une économie de guerre rendrait dérisoire toute révision de la réforme des retraites.

Au contraire, remettre de la justice sociale sur la question de la retraite est une absolue nécessité pour réconcilier les Français·es et restaurer la cohésion sociale dont notre pays a urgemment besoin.

D'autre part, la meilleure contribution que le pouvoir puisse faire pour la paix consiste à rétablir l'esprit public et à investir dans l'instruction et la culture. Car ce sont les clefs du devenir de notre pays et elles ne doivent plus être les victimes expiatoires des arbitrages budgétaires de courte vue du gouvernement.

La démocratie et la fonction publique ne sont pas des fardeaux mais des ressources précieuses.

Lorsque les armes de l'esprit reculent et que le statut du savoir est dévalorisé, la recherche de la vérité et du bien public se trouve reléguée au second plan.

Sur le plan de l'Éducation, il y a des arbitrages économiques qui fragilisent le savoir.

Dans le Lot-et-Garonne, la proportion de peu ou pas diplômé·es s'établit à 30,6% contre 24,6% pour la moyenne nationale. À elle seule, cette statistique justifierait d'augmenter substantiellement les moyens dédiés à l'École pour éviter tout séparatisme territorial. Les 28 collèges publics accueillent les élèves d'un des départements les plus pauvres de France. Cette année, ce sont plus de cent heures de cours par semaine qui y seront retirées. Inacceptable et irresponsable.

De même les dotations horaires globales des lycées du département ont diminué de 630 heures de cours par semaine depuis 2022.

Mesdames et messieurs les représentant·es du Conseil départemental, nous savons que des arbitrages financiers sont effectués au niveau du département, mais nous avons du mal à les connaître précisément.

Nous souhaitons connaître le montant des forfaits d'externats versés par le Conseil Départemental pour les 9 collèges privés.

D'autre part une récente enquête de la journaliste Claire Marchal sur les dérives marchandes et le manque de compétences de certains organismes privés d'études supérieures est en train de remuer le confortable matelas constitué par le financement par l'État de l'alternance, par les subventions et aides des collectivités locales. Peut-être avez-vous des éléments à faire connaître afin de nous rassurer sur l'égalité de traitement avec les lycées et universités publiques qui proposent des formations et qui sont régulièrement contrôlées ?

Monsieur le DASEN, au-delà du manque d'ambition de ce pays pour l'émancipation et la culture de sa jeunesse, des suppressions de postes deux fois supérieures en proportion à la baisse du nombre d'élèves plutôt que de revenir sur les dégâts des années précédentes, nous regrettons encore une fois que l'Éducation Nationale soit pilotée avec une certaine duplicité au niveau national entre les déclarations et les moyens mis en œuvre, entraînant des dysfonctionnements et des dérives à tous les étages, par ricochet.



ENGAGÉ·ES POUR
L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

Parler de société inclusive alors que des pans entiers de nos jeunes sont relégués dans des filières productivistes sans lien avec leurs appétences, ou à être seulement physiquement présent dans une école, un établissement, sans plus-value scolaire (voire sociale), c'est un fantasme de la part de notre ministère.

Trop d'élèves, au lieu de construire un avenir qui leur parle, subissent une situation démoralisante, voire handicapante, à cause de la cartographie des structures et/ou des moyens limités (d'enseignement, de structures, d'accompagnement). Dans beaucoup d'établissements et d'écoles les agent·es subissent cette perte de sens des métiers, mais également cette tension, au péril de leur santé physique et morale. D'ailleurs nous avons noté dans vos propos du CDEN de novembre qu'une Convention était en cours de signature pour rédaction d'un protocole commun (en lien avec les services du procureur) en cas de situation nécessitant la protection des agents publics. Peut-être avez-vous des éléments à nous communiquer ? Est-ce que vous pensez associer les représentant·es des personnels à cette réflexion ?

Enfin, Monsieur le DASEN, nous avons retenu vos propos sur la ruralité lors du dernier CDEN, avec votre volonté de faire reconsidérer aux acteurs locaux la façon d'imaginer l'école en milieu rural. Nous voudrions savoir où en sont les travaux de l'observatoire des dynamiques rurales. En effet les élu·es des communes ont besoin de visibilité sur le long terme afin de mettre en œuvre leurs projections financières, immobilières et de recrutement des personnels municipaux. Cela permet aussi de demander la même transparence et favoriser la gestion rigoureuse et à long terme des écoles, afin d'éviter des fermetures d'écoles ou des déménagements malavisés, dommageables à la qualité du service public d'éducation. À ce titre l'exemple néracais de la fermeture précipitée d'une école n'est pas un bon signal envoyé.

À l'échelle nationale, les nouvelles nominations et remaniements de 12 des 30 recteurs et rectrices d'académies pourraient faire figure d'une volonté d'assurer un ordre de marche cadré au sein du ministère ou bien est-ce un hasard du calendrier ? Nous n'oublions pas la vague de nominations par décrets de l'été 2024.

Nous, les agent·es de la fonction publique, comme beaucoup de citoyen·nes nous passons notre temps à être évalué·es, audité·es, contrôlé·es, piloté·es, or nous voyons bien que l'État ne s'applique pas ces pratiques à lui-même pour l'origine de ses décisions, pour le suivi de ses finances et de ses politiques.

La FSU œuvrera, en lien avec les organisations de bonne volonté pour la paix, pour la liberté de pensée, pour la justice sociale, l'accès aux soins, à la culture, à l'éducation, pour toutes et tous, à tout âge et sans discrimination validiste, quel que soit son genre, sa couleur de peau, son lieu de vie.

Mesdames et messieurs les membres du CDEN, la FSU est attachée à un service public de qualité, disponible partout et pour toutes et tous.

C'est d'avenir dont nous avons besoin de débattre pour faire société, pas de la couleur des uniformes.



ENGAGÉ·ES POUR
L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES